Commission : Conseil des droits de la femme et de l'égalité des genres

Problématique : Plan Europe Horizon 2020: quels objectifs et projets pour une inclusion professionnelle et sociale ainsi que pour la défense de droits des femmes ?

## Auteur : Irlande

L'Irlande est une république parlementaire dirigée par Michael D. Higgins, ex-membre du Parti travailliste, depuis 2011 et insérée dans l'Union européenne depuis 1973. L'idéologie politique de l'État est de centre gauche. Les deux langues officielles sont l'irlandais et l'anglais. La superficie du pays s'étend à 70 273 km² et sa population s'élève en 2017 à 5 011 102 habitants. La république ne possède pas de religion officielle mais 78,3% de la population se considère catholique. La capitale est Dublin, les autres principales villes sont Cork, Limerick, Galway et Waterford. Ce rapport de l'Irlande s'intéresse aux droits de la femme et de l'égalité des genres en se concentrant sur le Plan Europe Horizon 2020 pour déterminer les objectifs et projets pour une inclusion professionnelle et sociale ainsi que pour la défense des droits des femmes.

L'égalité des genres et les droits des femmes sont un sujet important pour l'Irlande. Le 15 février 2017 à Genève, Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a examiné le rapport sur les mesures prises par le pays pour l'élimination de toute forme de discrimination de genre. Après l'évaluation du rapport, le Comité a conclu que, même si l'emploi des femmes et la représentation politique féminine avaient augmenté, la république devait faire beaucoup de changements concernant la santé, la pauvreté chez les femmes rurales, les foyers pour femmes et enfants et le rôle de la femme. L'Irlande s'est engagée à résoudre ces problèmes mais le pays est confronté aussi à des tensions internationales puisque des problèmes restent à résoudre au sein de l'Union européenne.

En premier lieu, le rythme du progrès en matière de santé maternelle a été décevant après l'application des objectifs du Millénaire pour le développement: cela est lié à l'incapacité de garantir un accès universel aux services de soins et santé pour les femmes. De plus, avec la situation actuelle de crise sanitaire et celle du Brexit, l'Irlande se voit fortement affectée économiquement et devra réduire son budget en matière de politiques sociales et d'égalité de genre, en prenant en compte que le pays contribue plus à l'Union (0,92% du PIB) que ce qu'il reçoit (0,82% du PIB). Les principaux domaines d'action couverts par les plans d'action des États membres en matière d'égalité de genre diffèrent entre les États puisque quelques-uns n'arrivent pas à financer la majorité des domaines demandés. Ce contraste en matière sociale provoque un conflit d'intérêts entre les différents États-membres et est l'objet de tensions entre nations.

Pour résoudre les enjeux nationaux, l'Irlande s'engagea à résoudre les problèmes relevés par le Comité et, en février 2020, le pays ratifia la Convention d'Istanbul. Suivant les conseils de la Cour européenne et, après plusieurs protestations, l'État légalise le droit à l'avortement. Les actions les plus importantes et significatives de l'Irlande concernant l'égalité des genres concernent la stratégie nationale en faveur de femmes (2007-2016), le PAN (plan d'action national) destiné à prévenir et combattre la traite des êtres humains (2009), la stratégie nationale en matière de violence domestique, sexuelle et fondée sur le sexe (2010-2014) et le 2ème PAN concernant les femmes, la paix et la sécurité (2015). Dans le cas des problèmes européens, l'Irlande demande un plan exigeant d'investir de forme commune pour éliminer les discriminations de genre en plus d'une collaboration plus forte entre les différents États.

Finalement, le pays, déclaré europhile, demande une alliance plus forte entre États en la considérant instable et inefficace, spécialement dans le contexte de pandémie actuel, et un plan commun pour la défense des droits de la femme et de l'égalité des genres en plus d'un investissement économique plus fort permettant de créer des campagnes plus efficaces pour assurer une inclusion professionnelle et sociale féminine plus rapide et forte.